

France Arménie

n° 340 du 16 au 31 mai 2009 - l'unité : 3,70 €

LE LIEN PRÉCIEUX ENTRE TOUS LES ARMÉNIENS

“Pardon”

Dogan Özgüden,
rédacteur en chef d'*Info-Türk* :
un progressiste
sans faux-semblant

En ce jour
de commémoration,
je me permets de répéter
devant vous, descendants de
plus d'un million de victimes du Génocide :
"Je vous demande pardon !"

Il ne s'agit pas d'une demande seulement
en tant que Turc.

Il s'agit également d'une demande de par-
don en tant qu'être humain, défenseur des
droits de l'Homme.

En tant qu'exilé politique loin de mon pays
natal depuis plus de trente ans, je suis
témoin de la complicité des pays démocra-
tiques européens avec le régime d'Ankara
dans la négation du Génocide des
Arméniens.

Donc, personnellement pour moi, il s'agit
aussi d'un pardon au peuple arménien en
tant que citoyen européen.

Lyon, le 24 Avril 2009,
au Mémorial arménien, place Antonin Poncet

ARMÉNIE-TURQUIE

Feuille de route :
les enjeux, selon
Hilda Tchoboian

ԱԿՆԱՐԿ

Լ. Տէր Պետրոսեանը
Սպառել է
Օրուսկարտը

ARMÉNIE

Larissa,
la Joséphine Baker
arménienne

Dogan Özgüden : “La frontière arméno-turque s’ouvrira tôt ou tard”

Progressiste turc menacé par les milieux extrémistes de son pays pour ses prises de position audacieuses, le journaliste basé à Bruxelles, Dogan Özgüden, qui a pris part au 24-Avril à Lyon, a accordé le soir même une interview à *France-Arménie*. Situation des minorités en Turquie, évolution sur le Génocide arménien, processus de normalisation arméno-turque et intégration européenne d’Ankara : le rédacteur en chef du site *Info-Türk* passe en revue tous les sujets brûlants du moment.

France-Arménie : Où en est-on des menaces dont vous aviez été l’objet il y a quelques mois ?

Dogan Özgüden : En effet, en Belgique, je fais toujours l’objet de menaces, de pressions exercées par les milieux de l’ambassade de Turquie. Quand je suis arrivé pour la première fois, en 1973, nous avons décidé de mettre sur pied une agence de presse alternative, *InfoTürk*, en possédant bien sûr tous les documents légaux comme les cartes de travail ou de séjour – car nous étions déjà reconnus, mon épouse et moi-même, comme réfugiés politiques aux Pays-Bas. Mais l’ambassade de Turquie a fait blocage en exerçant des pressions sur les autorités policières et judiciaires pendant trois ans. Une ambassade qui, également, a toujours provoqué les milieux extrémistes contre nous. Nous y sommes habitués à présent, car cela se répète souvent, en fonction de l’actualité, avec son lot d’insultes dont la plus importante est “*traître à la patrie*”.

Concernant les attaques de ces derniers temps, je rappelle qu’il y a six mois a été organisée à l’ambassade de Turquie à Bruxelles, à l’occasion d’une journée nationale, une manifestation en présence du ministre turc de la Défense (ndlr : Vecdi Gönül) dont le discours faisait l’apologie des déportations des Arméniens et des Grecs. De plus, ce jour-là, Monsieur l’ambassadeur a fait la lecture d’un poème nationaliste faisant l’éloge du drapeau turc. J’ai critiqué cette intervention sur le site Internet, après l’avoir publiée et traduite à partir de l’information diffusée sur les sites turcs nationalistes. Là-dessus, les attaques se sont intensifiées contre moi, “*cet ennemi [qui] a recommencé à calomnier les représentants de l’Etat turc*”. Puis, au même moment, le journal ultranationaliste turc *Hürriyet*, publié en Turquie, a fait des allusions à Ali Kemal, un journaliste de la période ottomane qui n’avait cessé de demander des comptes sur le Génocide arménien. Ali Kemal avait été lynché puis assassiné. Alors que je

n’avais demandé aucune protection, des amis du Sénat belge, des progressistes et anciens journalistes, ont interpellé le gouvernement. A mon grand étonnement, le ministre de l’Intérieur a annoncé ma protection par l’Etat belge. Depuis un certain temps, les attaques ont cessé. Je dois cependant informer les services concernés de mes déplacements, comme celui-ci à Lyon.

F.A. : Plus de cent Kurdes ont été arrêtés récemment en Turquie. Qu’en est-il vraiment de la situation des minorités dans le pays ?

D.Ö. : Le problème des minorités en Turquie – qu’elles soient kurde, arménienne ou assyrienne – dépend du niveau de revendication, de contestation. Si elles ne bougent pas, si elles ne réclament rien, elles sont de la couleur de la mosaïque. Quant aux Arméniens, qui étaient plus d’un million au début du vingtième siècle et qui ne sont plus que quelques milliers aujourd’hui, ils ne sont plus un problème.

Dans le cas des Kurdes, qui ont mené durant un certain temps une résistance armée, c’est un problème très délicat pour les autorités turques. Elles pensaient qu’Abdullah Öcalan et ses compagnons n’étaient qu’une poignée de terroristes. Et donc qu’avec une forte mobilisation du parti d’Erdogan au pouvoir, elles récupéreraient toutes les municipalités du DTP (le Parti pour une société démocratique), mais les résultats des élections municipales du 29 mars dernier ont été tout à fait surprenants. L’AKP a perdu les élections dans le Kurdistan turc, où l’ont emporté le DTP et le PKK, lequel a soutenu la campagne électorale. Le mouvement politique kurde a donc remporté une victoire, alors que les autorités avaient organisé ces arrestations dans le but de dissuader la population de soutenir le DTP.

Quant aux autres minorités – et plus particulière-

ment la communauté arménienne –, je relèverai un autre aspect important. D’abord, l’assassinat de Hrant Dink a causé un certain choc dans la société turque. Vis-à-vis des revendications culturelles et communautaires, elle est plus ou moins tolérante. Mais si cela tourne aux revendications politiques, on ne sait pas comment elle réagira. Actuellement, le plus radical est le journal *Agos* que j’apprécie beaucoup, car il publie des articles formidables, en turc.

F.A. : Que pensez-vous des intellectuels turcs qui remettent en cause ces dernières années la position de l’Etat turc concernant le Génocide des Arméniens ?

D.Ö. : C’est un long processus. D’abord, je dois dire que les milieux intellectuels, les médias et les universités sont le théâtre de contestations sur nombre de problèmes. En cas de crise politique ou économique, les intellectuels réagissent toujours. A partir des années 1960, dans les organisations de gauche (partis ouvriers, syndicats progressistes ou organisations culturelles progressistes), les intellectuels ont joué un grand rôle. Il y a eu beaucoup de victimes dans ces milieux-là. Mais la seule chose qui n’a jamais été abordée, c’est le Génocide arménien.

Toutefois, je dois mentionner l’impact du mouvement national kurde parce que celui-ci a prouvé qu’en organisant une résistance de masse, on pouvait aboutir à quelque chose. Seulement les Kurdes ne s’exprimaient pas franchement sur le Génocide arménien, car du temps de l’Empire ottoman ils avaient été complices des massacres. Avec le mouvement progressiste kurde, ils ont pris conscience de leur culpabilité et ont mené leur propre autocritique. Par-là même, ce mouvement dynamique a influencé les intellectuels et donc permis de parler de revendications nationales des Kurdes puis du Génocide arménien. Bien évidemment, tous ne prononçaient pas le mot «Génocide», mais même dans la communauté arménienne, qui vit sous la pression



Dogan Ozguden

et la peur du voisin turc, on prononçait rarement ce mot. Malgré cela, après la mort de Hrant Dink, il y a eu un phénomène de conscientisation. Maintenant, je vois que le mot est prononcé très souvent, non seulement dans la communauté arménienne mais aussi dans les milieux universitaires.

En ce qui concerne l'affaire du pardon dans la pétition de décembre dernier, dans laquelle le terme de «génocide» n'a pas été prononcé, on en a débattu jusqu'à sa concrétisation, avec Ragip Zarakolu. Cette pétition – dont je suis l'un des signataires – a été lancée sur une initiative de Baskin Oran qui n'est pas sur cette question-là à la même hauteur. Après discussion, on a décidé qu'en Turquie, pour avoir un maximum de signatures, il fallait éviter cette qualification. A mon avis, c'est une lacune. Il fallait aussi parler du massacre des Assyriens et des autres minorités, car il y a une certaine polémique dans les milieux intellectuels à ce sujet-là. Je suis toutefois d'avis que cette campagne de signatures contribue à faire avancer les choses, car les points positifs sont plus importants que les points négatifs.

EA. : *Quelles sont les causes du changement d'atti-*

tude d'une partie de la population turque vis-à-vis des Arméniens (si changement réel d'attitude il y a) ?

D.Ö. : Concernant le Génocide arménien, il y a toujours le problème de la qualification des événements. La population turque est réticente parce qu'elle subit un lavage de cerveau qui prétend que

“La population turque est réticente parce qu'elle subit un lavage de cerveau qui prétend que la race turque est supérieure, que nous allons rétablir notre autorité sur trois continents et rester vigilants face aux ennemis éternels. On considère donc, au sein de cette population, que l'argumentaire sur le Génocide est une invention pour détruire l'image des Turcs. ”

la race turque est supérieure, que nous allons rétablir notre autorité sur trois continents et rester vigilants face aux ennemis éternels. On considère donc, au sein de cette population, que l'argumentaire sur le Génocide est une invention pour détruire l'image des Turcs.

En revanche, tel n'est pas le cas pour la population kurde qui représente un tiers de la population de Turquie et qui a prouvé sa maturité politique lors des municipales. Elle entretient une relation normale à l'égard du problème du Génocide arménien, et elle soutient les revendications des Arméniens. Mais dans leur mentalité,

les Kurdes s'identifient aux Turcs, et ce changement prendra beaucoup de temps. Une poignée d'intellectuels courageux peut toujours prendre le risque de dire les choses, mais au sein de la population, le chemin sera long.

EA. : *Y-a-t-il une partie de la classe dirigeante favorable à la reconnaissance du Génocide des Arméniens par la Turquie ?*

D.Ö. : Non, c'est clair et net. Hormis le parti islamiste (ndlr : l'AKP), pour cause d'opportunisme et notamment pour maintenir de bonnes relations avec l'Union européenne, ainsi que peut-être les milieux d'affaires qui attendent toujours l'ouverture de la frontière, afin d'effectuer des investissements, tous les partis politiques y compris le CHP (ndlr : le principal parti d'opposition, héritier d'Atatürk) sont unis autour du discours ultranationaliste. Au sein du Parlement, il n'y a que le groupe du parti kurde DTP qui a une position claire et nette sur ce problème ; tous les autres partis – représentés ou non – n'ont jamais osé une véritable critique sur ce problème-là.

EA. : *Pensez-vous que l'Etat turc soit prêt à reconnaître le Génocide des Arméniens à court terme ? Si oui, peut-on envisager un processus de réparations ?*

D.Ö. : Ecoutez, le mot «réparations» n'est jamais prononcé. Si des concessions sont faites sur la qualification des événements jusqu'à parler de génocide, se poseront alors les questions de revendications territoriales et d'indemnités. Cet argument est également utilisé par des gens sérieux qui affirment que même si on peut discuter du Génocide arménien, il faut tout de même rester vigilant sur ces revendications. C'est une réalité. Pour ce qui est des revendications territoriales, je ne sais pas s'il est possible de diviser la Turquie, car ce sont des problèmes de nature géopolitique et stratégique. Mais au moins, pour les indemnités, il faut continuer à exercer la pression sur les autorités turques.

EA. : *Qu'entraînera à votre avis, dans les conditions actuelles, l'ouverture de la frontière arméno-turque ?*

D.Ö. : Tout le monde y est opposé pour des raisons politiques, mais tous y sont favorables pour des raisons économiques. Les Azéris exercent une pression, mobilisent leur lobbying, envoient leurs parlementaires pour ternir l'image de l'AKP, en affirmant que ces derniers s'entendent avec nos ennemis et qu'ils ont lâché leurs frères. Bien entendu, il faut tenir compte des res-

sources énergétiques de l'Azerbaïdjan. Et puis il faut également tenir compte des hommes d'affaires turcs qui investiront en Arménie, parce que la Turquie, avec une économie puissante, peut exercer une domination sur son voisin arménien, à l'image de ce qu'elle fait en Géorgie. Même s'il y a des critiques, au début, la frontière finalement sera ouverte. Mais quel sera le bénéfice pour le peuple

“Même s'il y a des critiques, au début, la frontière finalement sera ouverte. Mais quel sera le bénéfice pour le peuple arménien, pour l'Etat arménien ? Je crois qu'avec cette décision, les autorités arméniennes jouent avec l'avenir de leur pays : je ne parle pas d'une destruction de l'Arménie, mais d'une soumission sur le plan économique. ”